



Élection présidentielle française : Hollande et Sarkozy passent au second tour

Par [Global Research](#)

Mondialisation.ca, 23 avril 2012

[wsws.org](#) 23 avril 2012

Région : [L'Europe](#)

Analyses: [Élections en Europe](#)

Dimanche dernier, le candidat du Parti socialiste (PS) François Hollande et le président sortant Nicolas Sarkozy ont obtenu les plus grands nombres de voix au premier tour de l'élection présidentielle française. Ils passent donc au second tour qui aura lieu le 6 mai.

Hollande a recueilli environ 28 pour cent du vote et Sarkozy 27 pour cent. Le résultat de 19 pour cent pour la candidate néofasciste Marine Le Pen a dépassé les prédictions des sondages ainsi que le score de 16,8 pour cent obtenu par son père Jean-Marie Le Pen à l'élection de 2002. Deux autres candidats ont obtenu des résultats considérables : le candidat du Front de gauche Jean-Luc Mélenchon avec 11 pour cent - en deçà de prévisions qui le plaçaient aux alentours de 14 à 15 pour cent - et le candidat du Mouvement démocrate (MoDem) François Bayrou, un « centriste » de droite, avec 9 pour cent.

La candidate d'Europe-Écologie-Les Verts (EELV) Eva Joly a obtenu 2 pour cent, le candidat du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) Philippe Poutou 1 pour cent, et la candidate de Lutte ouvrière (LO) Nathalie Arthaud 0,6 pour cent du vote.

À ce point-ci, Hollande devrait l'emporter haut la main contre Sarkozy. Les sondages prévoient en effet qu'il remporterait au moins 56 pour cent des voix. Sarkozy sort affaibli du scrutin : il est le premier président sortant de la Ve République à ne pas remporter le premier tour d'une élection présidentielle.

À 80 pour cent, le taux de participation a été plus élevé que prévu. Cela est le reflet d'une hostilité populaire largement répandue à l'égard des politiques d'austérité sociale et de guerre au Moyen-Orient de Sarkozy, et aussi d'un sentiment que la population de la France fait face à une profonde crise sociale et internationale. Ce contexte a entraîné une participation accrue des électeurs, même si la campagne électorale a été généralement décrite comme un exercice terne, lors duquel les électeurs avaient du mal à distinguer les candidats entre eux. Quelque 38 pour cent des électeurs avaient indiqué avant les élections qu'ils n'appuyaient aucun candidat avec certitude, et nombre d'entre eux ont voté par défaut.

Les résultats d'hier préparent le terrain pour un affrontement entre deux candidats pro-guerre et pro-austérité qui organisent des attaques brutales contre la classe ouvrière, et aussi pour des luttes de classe explosives au cours du prochain mandat présidentiel. Hollande promet de sabrer le déficit budgétaire de 115 milliards d'euros et appuie les guerres de l'impérialisme français en Libye et en Syrie.

Le nombre relativement faible de voix pour Mélenchon et l'effondrement du NPA et de LO sont le reflet d'un sentiment populaire vastement répandu que toutes ces forces sont essentiellement dans le camp du Parti socialiste et qu'elles sont prêtes à l'appuyer. La « gauche » petite-bourgeoise soutient pleinement le PS, comme il fallait s'y attendre, malgré le programme profondément réactionnaire de Hollande.

La première déclaration publique postélectorale est venue de Mélenchon, ancien ministre du PS et candidat du Front de gauche - une coalition formée du Parti communiste français (PCF), de groupes issus de scissions du PS tels que le Parti de gauche (PG) de Mélenchon, et d'une section du NPA dirigée par Christian Picquet.

Lors d'un rassemblement électoral à Paris, Mélenchon a appelé à « battre Sarkozy » le 6 mai, et a même dit à ses électeurs de « ne pas traîner vos pieds » en allant voter. Il leur a aussi demandé de participer en grand nombre à la manifestation du 1er mai organisée par la bureaucratie syndicale, qui a appuyé Mélenchon et Hollande durant l'élection.

L'appel de Mélenchon à « battre Sarkozy » dans une lutte à deux est une manoeuvre cynique pour soutenir Hollande sans prendre toute la responsabilité politique pour son programme. Ainsi, le président du PCF, Pierre Laurent, a déclaré qu'il appelait « sans ambiguïté » à un vote pour Hollande. Lorsque BFM-TV lui a demandé s'il y avait une différence entre son appui et la position prise par Mélenchon, Laurent a répondu que non.

De manière significative, ni Mélenchon ni Laurent n'ont exigé de garanties ou d'influence sur les politiques d'un futur gouvernement en échange de leur appui, offrant donc en réalité un chèque en blanc à Hollande pour qu'il mette en oeuvre les politiques des banques. La candidate d'EELV Joly a aussi appelé à un vote pour Hollande.

L'autre parti petit-bourgeois « de gauche » a repris la position de Mélenchon en appelant à un vote pour Hollande. Sur le réseau France2, le candidat du NPA Philippe Poutou a déclaré : « Le 6 mai, l'élection doit servir à quelque chose : dégager Nicolas Sarkozy. »

La candidate de LO, Natahalie Arthaud a déclaré par communiqué qu'« Aucun travailleur conscient ne peut évidemment voter pour Nicolas Sarkozy, le président des riches. » Elle a ajouté que ses électeurs allaient probablement voter pour Hollande ou annuler leur vote.

L'appui des partis l'ex-gauche donné à Hollande doit servir d'avertissement à la classe ouvrière : lorsque l'opposition populaire va se développer face aux politiques de droite de Hollande, elle aura non seulement à affronter l'hostilité du PS, mais aussi celle du Front de gauche et de tous les autres partis semblables.

Dans son bref discours hier soir, Hollande a explicitement louangé le soutien de la « gauche » petite-bourgeoise dans sa campagne. Après avoir décrit le résultat de sa campagne comme une « sanction » à l'égard de la présidence de Sarkozy, il a « salué » Mélenchon et Joly, qui « appellent clairement et sans négociation à me soutenir pour le second tour ».

Paradoxalement, dans un contexte de vide politique à gauche, où la grande majorité de la population voit les partis de la pseudo-gauche comme les subalternes politiques du PS, l'un de ceux qui profitent le plus de la colère sociale est le Front national (FN) d'extrême droite de Le Pen. Marine Le Pen a tenté de changer l'image du FN, de masquer ses positions pro-nazis et contre l'indépendance de l'Algérie, et de le présenter comme un parti en faveur des dépenses sociales pour les travailleurs français, même s'il est violemment hostile aux

immigrants.

Le directeur de campagne de Le Pen, le ministre de l'Intérieur Florian Philippot, a dit que le résultat de Le Pen faisait d'elle « la chef de l'opposition » face à Hollande.

Le Pen a donné un bref discours, déclarant que l'appui au FN était le « commencement d'un vaste rassemblement des patriotes de droite et de gauche », et affirmant que le FN avait détruit « le monopole des deux partis de la banque ». Elle a dénoncé la « gauche ultra-libérale » et a soutenu que son résultat électoral rendait possible la « restauration du pouvoir d'achat et de l'emploi ».

La montée Le Pen et ses appels au mécontentement social mettent en évidence le rôle politique réactionnaire qui est joué par la bureaucratie syndicale et les partis « de gauche » officiels. Dans la mesure où ces organisations emploient une rhétorique néomarxiste et se servent de manifestations occasionnelles des syndicats pour masquer leur appui aux politiques qui servent les banques, elles étouffent la véritable opposition populaire aux politiques de rigueur et laissent le champ politique libre aux néofascistes.

La source originale de cet article est [wsws.org](http://www.wsws.org)
Copyright © [Global Research](http://www.globalresearch.com), [wsws.org](http://www.wsws.org), 2012

Articles Par : **[Global Research](http://www.globalresearch.com)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca